

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

ORIANE, AGENCE RÉGIONALE DE LA PROMESSE RÉPUBLICAINE ET DE L'ORIENTATION

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	6
Annexe au rapport-RI Appui à l'orientation des francilien	7
PROJET DE DÉLIBÉRATION	10
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	14
Annexe 1A-Convention type IRIS subventions FONCTIONNEMENT	15
Annexe 1B-Convention type IRIS subventions INVESTISSEMENT	24
Annexe 2-Convention type-Appui à l'orientation des franciliens	33
Annexe 3-Fiche projet	40

EXPOSÉ DES MOTIFS

Créée le 1^{er} janvier 2023 au sein des services de la Région Île-de-France, **Oriane, l'Agence de la promesse républicaine et de l'orientation** porte trois ambitions :

- **1. Être le guichet unique Francilien qui délivre** à chaque collégien, lycéen, étudiant, apprenti, parent, salarié en reconversion professionnelle et demandeur d'emploi, **une solution fiable et de qualité en matière d'orientation (tout au long de la vie) vers la formation et/ou l'insertion professionnelle**. L'Agence, acteur incontournable en Île-de-France en matière d'orientation et d'égalité républicaine, joue pleinement son rôle de fédération et d'animation des acteurs institutionnels, associatifs, économiques et territoriaux au bénéfice des Franciliens ;
- **2. Aller vers les publics prioritaires** (jeunes décrocheurs, demandeurs d'emplois de longue durée, etc.) **pour incarner l'égalité de tous les Franciliens** en assurant une information de qualité, des conseils personnalisés et des actions de mise en relation au plus près des franciliens, en allant dans les QPV ou dans les zones les plus éloignées des centres urbains, notamment en matière d'accès à l'emploi ;
- **3. Contribuer à l'insertion des jeunes et demandeurs d'emploi par l'emploi ou les stages** en mettant en place un **accompagnement renforcé** et un suivi dans la durée des publics prioritaires pour les placer en emploi ou en stage.

Oriane propose, depuis début janvier, des services et des **solutions très concrètes** s'adressant aux Franciliens ayant besoin d'aide pour trouver leur voie, choisir leur cursus scolaire et universitaire, leur formation ou encore un stage. Elle **étouffe progressivement son offre de services**.

1. Location d'outils numériques pour équiper le bus de l'orientation

Dans l'objectif de garantir un meilleur accès aux réponses en matière d'orientation (vers la formation et vers l'emploi) pour tous les Franciliens, la CP du mois de juin a acté le lancement d'un marché pour déployer et animer un bus de l'orientation. Ce bus s'installera en priorité dans les établissements scolaires, mais aussi les pôles économiques pour toucher tous les Franciliens faisant face à des sujets d'orientation. La venue du bus fera l'objet d'une préparation en amont avec les établissements scolaires, les collectivités territoriales, les entreprises et plus largement les acteurs territoriaux concernés (membres du SPRO de bassin d'emploi et de formation).

Cet outil d'orientation, conçu et réalisé par la Région avec l'appui de ses partenaires, aidera les différents publics à mieux connaître les métiers et les différentes voies d'accès à l'emploi. **Il sera notamment équipé d'outils numériques, de type de tablettes et casques de réalité virtuelle, pour découvrir des environnements métiers et voies de formations sous un jour ludique et attractif.**

Une affectation est proposée à hauteur de **40 000 euros** pour lancer un marché relatif à la **location des outils numériques du bus de l'orientation**.

2. Trouver un stage en Île-de-France

Une **nouvelle plateforme numérique est déployée par la Région depuis début juin afin de permettre aux jeunes Franciliens (collégiens, lycéens, étudiants, etc.) d'avoir plus facilement accès à des stages**. L'affectation de 50.000 € réalisée à la CP de mars permet de couvrir le développement de cette plateforme et ses premiers mois de fonctionnement, d'ici la fin de l'année.

Il est proposé dans le cadre du présent rapport une **nouvelle affectation de 100 000 € de façon à**

lancer un marché - d'une durée de 2 à 3 ans - **permettant de pérenniser son fonctionnement dans la durée et de développer de nouvelles fonctionnalités sur la plateforme régionale** (API avec les sites web des grands comptes, appuis spécifiques aux publics issus des quartiers prioritaires et des territoires ruraux, lien avec monlycée.net, etc.).

Par ailleurs, afin de disposer d'une plateforme régionale d'envergure permettant de **massifier l'accès aux offres de stages**, il est proposé, dans le cadre de la délibération relative aux 100 000 nouveaux stages pour les Franciliens, **d'obliger les bénéficiaires des aides régionales recrutant des stagiaires à déposer leurs offres sur la plateforme régionale « Trouver un stage en Île-de-France »**. Il s'agit de répondre à des enjeux majeurs pour les jeunes Franciliens de découverte des métiers (collégiens pour le stage de découverte de 3^{ème}) et d'insertion professionnelle (lycéens et étudiants).

3. Insertion des jeunes et des demandeurs d'emploi en situation de vulnérabilité

Malgré la mobilisation de nombreux acteurs sur l'insertion des jeunes, les **difficultés d'insertion professionnelle restent très importantes en Île-de-France** ; à titre d'illustration, les 270.000 NEET représentent 17 % des jeunes Franciliens de 16-25 ans (contre 13 % au niveau national). **La Région Île-de-France considère qu'il est de sa responsabilité d'agir pour proposer à ces jeunes des solutions innovantes et alternatives à celles proposées.**

La CP de septembre proposera la création d'ici la fin de l'année **d'Île-de-France Insertion** visant à aller vers les jeunes dans les quartiers, de façon physique et digitale, pour leur proposer un parcours d'accompagnement renforcé, déployé avec l'appui d'opérateurs privés, en lien avec les acteurs publics intervenant sur le sujet.

Le règlement d'intervention « Appui à l'orientation des Franciliens » est modifié afin de ne pas définir, a priori, les aides en découlant comme des *Aides de minimis*.

Dans l'attente du déploiement d'Île-de-France Insertion, il est proposé de soutenir, dans le cadre du présent rapport, l'association **Vox Populi** qui a proposé à la Région **d'accompagner des jeunes en situation de vulnérabilité et des personnes sous-main de justice qui pourraient être recrutés par les entreprises partenaires de la Région**. En effet, mi-juin, la Région Île-de-France signera des **engagements « Égalité – Emploi »** avec des grandes entreprises et des ETI s'impliquant pour l'insertion professionnelle des Franciliens.

Une **affectation de 50 000 €** est proposée pour accompagner cette initiative de **Vox Populi**.

4. Organisation de la seconde édition des rencontres inter-Régions sur l'orientation

La première rencontre des Régions sur l'orientation s'est tenue le 15 novembre 2022 à Orléans, organisée par Régions de France et la Région Centre – Val de Loire. Dans le contexte de la création d'Oriane et de France Travail, et afin de partager les nouvelles pratiques et expériences gagnantes des Régions autour de l'orientation, **il est apparu pertinent à la Région Île-de-France d'organiser la seconde édition de ces rencontres qui se tiendront au siège de la Région, à Saint-Ouen, le 5 octobre 2023.**

Pour la réalisation de cet évènement ayant vocation à réunir plus de 500 élus, agents territoriaux et professionnels de l'orientation, une affectation de 60 000 € est prévue dans le cadre du présent rapport.

5. Participation d'Oriane à des salons professionnels et grand public

Afin de renforcer la visibilité d'Oriane, ainsi que sa présence auprès du public, il convient de poursuivre et consolider les partenariats engagés avec certains groupes de presse professionnelle produisant de l'information en continu pour les décideurs sur de grands champs socio-économiques, notamment celui de l'orientation, et organisant des salons en direction des cibles

d'Oriane (jeunes, demandeurs d'emplois des quartiers prioritaires et territoires ruraux, salariés en reconversion professionnelle, etc.). Des contrats pourront être signés avec des groupes de presse professionnelle afin de **permettre la participation de la Région à plusieurs salons professionnels et disposer d'une visibilité accrue sur ces événements.**

Une **affectation de 80 000 €** est proposée dans le cadre du présent rapport pour financer la participation d'Oriane à des salons professionnels et grand public.

6. Battle régionale de la promesse républicaine

Alors que les **phénomènes de rivalités et de rixes entre les villes et quartiers populaires s'accroissent**, la Région souhaite organiser une saine compétition entre associations et entre jeunes d'un même département lors de battles de la promesse républicaine afin de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes Franciliens résidant dans les quartiers populaires, par l'orientation vers la formation et l'emploi.

La Région lancera en juillet un **appel à projets** en direction des associations intervenant dans les quartiers populaires. Les projets proposés devront intégrer au moins 20 jeunes et avoir comme échelle géographique d'intervention la ville. 4 associations par département, soit 32 au total seront soutenues par la Région.

Le classement de cette battle sera établi sur les bases suivantes :

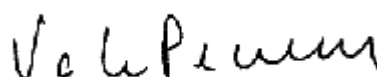
- Mobilisation des dispositifs d'insertion (ex. : aide au permis de conduire, et/ou le suivi d'une formation complète financée par la Région ou tout autre organisme) ;
- Compétition sportive et culturelle entre jeunes (se tenant sur une île de loisirs) ;
- Concours de créations vidéo pour présenter / valoriser les dispositifs mobilisés.

Les associations retenues seront soutenues lors des prochaines commissions permanentes, en débutant dès la CP du 21 septembre.

Une **affectation de 100 000 €** est proposée dans le cadre du présent rapport pour **accompagner les services de la Région dans la coordination générale de l'action, réaliser des contenus vidéos en faisant participer des jeunes inscrits à la Battle, réaliser les déplacements en cars sur les îles de loisirs, lieu des battles**, et permettre que ces îles accueillent les jeunes Franciliens durant une journée.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe au rapport-RI Appui à l'orientation des francilien

Règlement d'Intervention

Dispositifs d'appui à l'orientation des Franciliens
--

BASES REGLEMENTAIRES

Loi n°20198-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, dans ses articles 3 et 18, définit les missions attribuées à l'Etat et aux Régions en matière d'orientation.

Elle se traduit par les articles L6111-3 du code du travail ainsi que les articles L214-12 et L214-16-1 du code de l'éducation.

CONSTAT

La Région Île-de-France a constaté qu'une certaine partie des Franciliens – *scolaires, étudiants, personnes sans emploi, actifs en reconversion professionnelle* – ne bénéficiait pas toujours d'informations et de réponses satisfaisantes en matière d'orientation (vers la formation et vers l'emploi). Ce public doit faire face à des difficultés liées à un manque de connaissance et de visibilité des acteurs, de l'offre de formation ou encore des besoins en emploi.

Objet des dispositifs

1. Permettre aux Franciliens de disposer d'informations adaptées, fiables et rapides en matière d'orientation vers la formation et l'emploi.
2. Permettre aux franciliens d'être accompagnés/orientés vers la formation et l'emploi.

Cible éligible

Est éligible toute structure, publique ou privée, dotée d'une personnalité morale dont l'activité s'inscrit dans les champs de l'orientation et de l'emploi.

Pour candidater à l'un des dispositifs lancés dans le cadre de ce règlement d'intervention, les acteurs éligibles déposent un dossier auprès de la Région intégrant toutes les pièces administratives ainsi que celles relatives au projet, dont a minima :

- Une présentation du candidat ;
- Un descriptif de la solution proposée et des moyens mobilisés ;
- Un plan de financement prévisionnel ;
- Le cas échéant, une déclaration sur l'honneur relative aux aides de minimis ;
- Et tout autre élément permettant d'apprécier la qualité de la proposition et demandé par la Région.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication et en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

Le bénéficiaire s'engage sur l'honneur à respecter les valeurs de la République et de la laïcité conformément à l'esprit de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Les bénéficiaires de l'aide sont soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Les dossiers de candidature sont déposés auprès de la Région en réponse d'un appel à partenariat ou d'un appel à projets.

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses en fonctionnement directement liées au projet.

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale d'un an**.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses de fonctionnement soient comptabilisées dans ses charges selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande de paiement auprès des services régionaux.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal de l'aide : **200.000 €** sous forme de subvention.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux d'intervention de la Région peut aller jusqu'à 80 % des dépenses éligibles selon la qualité des dossiers.

Modalités de versement et caducité

Les modalités du règlement budgétaire et financier de la Région s'applique pour fixer les modalités de versement et de caducité.

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) doit avoir lieu au plus tard un an après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de 3 ans après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

ORIANE, AGENCE RÉGIONALE DE LA PROMESSE RÉPUBLICAINE ET DE L'ORIENTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail ;

VU la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative aux actions « Agir pour la réussite des élèves » ;

VU la délibération n° CR 33-15 du 10 juillet 2015 adoptant les principes de mise en œuvre du service public régional de l'orientation en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 adoptant la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2019-023 du 28 mai 2019 adoptant la stratégie régionale de l'information et de l'orientation tout au long de la vie ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-039 du 25 janvier 2023, modifiée par la délibération n° CP 2023-094 du 29 mars 2023 adoptant notamment le règlement d'intervention « Appui à l'orientation des Franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2023-141 du 29 mars 2023 relative à Oriane, l'agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation ;

VU la délibération n° CP 2023-215 du 1^{er} juin 2023 relative à Oriane, l'agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-288 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Location d'outils numériques pour équiper le bus de l'orientation

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € afin de lancer un marché relatif à la location d'outils numériques pour équiper le bus de l'orientation.

Cette autorisation sera prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256, « Autres », programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501104 « Agence de la promesse républicaine et de l'orientation » du budget régional 2023.

Article 2 : Trouver un stage en Île-de-France

Modifie la première phrase de l'article 1 de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens comme suit : « Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, à la publication d'une ou plusieurs offres de stage sur la plateforme numérique Trouver un stage en Ile-de-France ».

Prend acte des modèles de conventions-types IRIS fonctionnement et investissement intégrant les modifications adoptées par la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 portant diverses dispositions en matière de communication institutionnelle et par la présente délibération tel que présentés en annexe n°1 à la présente délibération.

Les dispositions des deux alinéas précédents entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de 100 000 € afin de lancer un marché relatif à la plateforme régionale *Trouver un stage en Île-de-France*.

Cette autorisation sera prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256, « Autres », programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501104 « Agence de la promesse républicaine et de l'orientation » du budget régional 2023.

Article 3 : Insertion des jeunes et des demandeurs d'emploi en situation de vulnérabilité

Au paragraphe « Cible éligible » du règlement d'intervention « Appui à l'orientation des Franciliens », les mots « Le cas échéant » sont insérés avant la phrase « Une déclaration sur l'honneur relative aux aides de minimis ».

Au paragraphe « Nature et montant de l'aide » du même règlement, la phrase « L'aide est octroyée sur la base du règlement de minimis, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18

décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 » est supprimée.

Adopte la convention-type jointe en annexe n°2.

Décide de participer au titre du dispositif « Appui à l'orientation des Franciliens » au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe n° 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 € à l'association Vox Populi.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée ci-avant et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256, « Autres », programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501104 « Agence de la promesse républicaine et de l'orientation » du budget régional 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : Organisation de la seconde édition des rencontres inter-Régions sur l'orientation

Affecte une autorisation d'engagement de 60 000 € afin de réaliser la seconde édition des rencontres inter-Régions sur l'orientation.

Cette autorisation sera prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256, « Autres », programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501104 « Agence de la promesse républicaine et de l'orientation » du budget régional 2023.

Article 5 : Participation d'Oriane à des salons professionnels et grand public

Affecte une autorisation d'engagement de 80 000 € au titre de la participation d'Oriane à des salons professionnels et grand public. Cette autorisation sera prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256, « Autres », programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501104 « Agence de la promesse républicaine et de l'orientation » du budget régional 2023.

Article 6 : Organisation de la « Battle régionale de la promesse républicaine ».

Affecte une autorisation d'engagement de 100 000 € afin d'acheter diverses prestations dans le cadre de la « Battle régionale de la promesse républicaine » (accompagnement à la réalisation et réalisation de vidéos ; coordination et accompagnement des associations sélectionnées ; courts séjours et animations sur une île de loisirs ; transport en car).

Cette autorisation sera prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256, « Autres », programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501104 « Agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation ».

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1A-Convention type IRIS subventions FONCTIONNEMENT

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)

dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS

N° SIRET : XXXXXXXXXX XXXXX

Code APE : XX.XXX (SI renseigné sur le tiers)

dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE

ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « LIBELLE DU DISPOSITIF » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXXXX-XX du DATE DELIB CADRE.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif / notamment référence au droit communautaire)

SI régime
« Aide
d'Etat »
renseigné

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : REGIME D'AIDE

Relatif à : SIGLE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : OBJET DU DOSSIER (sinon) LIBELLE (référence dossier n° CODE DU DOSSIER).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE ELIGIBLE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Voir règle
d'affichage
en fin de
document
selon le type
de calcul *

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier ☒ offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 ou 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

SI tiers
forme
juridique
COMMUNE

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Délais de
caducité « 1^{er}
versement »,
« prorogation
» et
« solde »
paramétrés
sur le
dispositif

Si à l'expiration d'un délai de **1 an** à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de **1 an** par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de **3 années** pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

SI « avances
prévues »
sur le
dispositif

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le cumul du montant des avances à verser est limité à **TAUX MAXI AVANCES %** du montant de la subvention.

taux maxi des acomptes (SI < 80 %)

80 % (par défaut)

xx %

SI tiers pmd
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.1 ou 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de **TAUX MAXI ACOMPTES** % du montant total de la subvention prévisionnelle.

taux maxi des acomptes (SI < 80 %)	80 % (par défaut)	xx %
------------------------------------	-------------------	------

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif) (notamment SI versement unique)

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des **avances et** acomptes ne peut excéder **TAUX MAXI AVANCES ET ACOMPTES** % du montant prévisionnel de la subvention.

taux maxi des acomptes (et avances SI concerné) (SI < 80%)	80% (par défaut)	xx %
--	------------------	------

ARTICLE 3.2.2 ou 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

SI tiers
personne
morale de
droit
PUBLIC

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'action subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

SI signature
charte VRL

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
personne
morale de
droit
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

SI signature
charte VRL

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

SI « avances
prévues »

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE.

Insert spécifique au dispositif (texte)
(obligatoire / pour préciser la fin ou la durée)

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

SI signature charte VRL	La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
SI tiers PRIVE + SI engagement stagiaire(s)	La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.
tiers PUBLIC SI engagement stagiaire(s)	La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.
	Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

* Règles d’affichage de l’article 1 en fonction du type de calcul

La formulation diffère selon que le dispositif est en barème (le cas présenté ici dans le modèle), en formule de calcul simple (base et taux), en formule de calcul complexe (multi taux notamment)

1- si le dispositif est associé à une formule de calcul simple (une base et un taux), la phrase suivante apparaîtra :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **TAUX** % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s’élève à **MONTANT BASE ELIGIBLE** €, soit un montant maximum de subvention de **MONTANT SUBVENTION** €.

2- si le dispositif est associé à une formule de calcul complexe, alors un tableau détaillé apparaîtra avec la liste des bases et taux :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable Acquisition foncière	MONTANT BASE ELIGIBLE €	TAUX %	MONTANT SUBVENTION €

3- si le dispositif est associé à un barème, alors un tableau avec le montant de la subvention apparaîtra :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM MONTANT SUBVENTION €
---------------------------	---

Annexe 1B-Convention type IRIS subventions INVESTISSEMENT

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)

dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS

N° SIRET : XXXXXXXXXX XXXXX

Code APE : XX.XXX (SI renseigné sur le tiers)

dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE

ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « LIBELLE DU DISPOSITIF » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXXXX-XX du DATE DELIB CADRE.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif / notamment référence au droit communautaire)

SI régime
« Aide
d'Etat »
renseigné

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : REGIME D'AIDE

Relatif à : SIGLE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : OBJET DU DOSSIER (sinon) LIBELLE (référence dossier n° CODE DU DOSSIER).

Voir règle
d'affichage
en fin de
document
selon le type
de calcul *

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE ELIGIBLE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Obligatoire
SI bien
subventionné

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de **DUREE AFFECTATION**
préciser la durée en nombre de mois OU années **xx mois/années**
l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité **ACTIVITE AFFECTATION**.
préciser l'activité d'affectation des biens (texte)
xxxx

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

SI signature
charte VRL

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

SI
engagement
offres
stagiaire(s)
(nb > 0)

ARTICLE 2.3 ou 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier ☒ offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 ou 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Si tiers
forme
juridique
COMMUNE

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Délais de
caducité « 1^{er}
versement »,
« prorogation
» et
« solde »
paramétrés
sur le
dispositif

Si à l'expiration d'un délai de **3 ans** à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de **1 an** par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de **4 années** pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

SI « avances
prévues »
sur le
dispositif

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les DELAI MAXI AVANCES, en proportion du taux de la subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à **TAUX MAXI AVANCES %** du montant de la subvention.

délai maxi en mois (SI < 3 mois)		taux maxi (SI < 30 %)	
(par défaut) 3 mois	x mois	(par défaut) 30 %	xx %

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

SI tiers
personne
morale de
droit privé

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

ARTICLE 3.2.1 ou 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder **TAUX MAXI AVANCES ET ACOMPTES** % du montant prévisionnel de la subvention.

taux maxi des acomptes (et avances SI concerné) (SI < 80%)	80% (par défaut)	xx %
--	------------------	------

ARTICLE 3.2.2 ou 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

SI tiers
personne
morale de
droit
PUBLIC

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

SI signature
charte VRL

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
personne
morale de
droit
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

SI signature
charte VRL

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

SI « avances
prévues »

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE.

Insert spécifique au dispositif (texte)
(obligatoire / pour préciser la fin ou la durée)

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;

- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

SI signature
charte VRL

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
PRIVE+ SI
engagement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

TIERS PUBLIC
SI
engagement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

* Règles d’affichage de l’article 1 en fonction du type de calcul

La formulation diffère selon que le dispositif est en barème (le cas présenté ici dans le modèle), en formule de calcul simple (base et taux), en formule de calcul complexe (multi taux notamment)

- 1- si le dispositif est associé à une formule de calcul simple (une base et un taux),** la phrase suivante apparaîtra :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **TAUX** % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s’élève à **MONTANT BASE ELIGIBLE** €, soit un montant maximum de subvention de **MONTANT SUBVENTION** €.

- 2- si le dispositif est associé à une formule de calcul complexe,** alors un tableau détaillé apparaîtra avec la liste des bases et taux :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable Acquisition foncière	MONTANT BASE ELIGIBLE €	TAUX %	MONTANT SUBVENTION €

- 3- si le dispositif est associé à un barème,** alors un tableau avec le montant de la subvention apparaîtra :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM MONTANT SUBVENTION €
---------------------------	---

Annexe 2-Convention type-Appui à l'orientation des franciliens

CONVENTION N° CODE DU DOSSIER

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS
N° SIRET : XXXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX.XXX (SI renseigné sur le tiers)
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Appui à l'orientation des Franciliens » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2023-288 du 5 juillet 2023.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : OBJET DU DOSSIER (sinon) LIBELLE (référence dossier n° CODE DU DOSSIER).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 80 % maximum de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE ELIGIBLE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier ☒ offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 ou 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son

positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant

Si tiers
forme
juridique
COMMUNE

l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80 % du montant de la subvention.

SI tiers pmd
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.1 ou 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 ou 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

SI tiers
personne
morale de
droit
PUBLIC

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'action subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

SI signature
charte VRL

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Si tiers
personne
morale de
droit
PRIVE

Si signature
charte VRL

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE VOTE**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

SI signature
charte VRL

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
PRIVE
+ SI
engagement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

TIERS PUBLIC
SI
engagement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

Annexe 3-Fiche projet

DOSSIER N° 23005930 - Insertion des jeunes et des demandeurs d'emploi en situation de vulnérabilité

Dispositif : Appui à l'orientation des Franciliens (n° 00001301)

Délibération Cadre : CP2023-039 du 25/01/2023 modifiée

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125011-400

Action : 12501104- Agence de la promesse républicaine et de l'orientation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appui à l'orientation des Franciliens	62 500,00 € TTC	80,00 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VOX POPULI

Adresse administrative : 31 VILLA CURIAL
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Armel MOMBOULI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 mai 2023 - 21 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : certains accompagnements pourraient être initiés de manière anticipée en fonction des situations individuelles, voire de leur caractère d'urgence.

Description :

Malgré la mobilisation de nombreux acteurs sur l'insertion des jeunes, les difficultés d'insertion professionnelle restent très importantes en Île-de-France ; à titre d'illustration, les 270.000 NEET représentent 17 % des jeunes Franciliens de 16-25 ans (contre 13 % au niveau national). La Région Île-de-France considère qu'il est de sa responsabilité d'agir pour proposer à ces jeunes des solutions innovantes et alternatives à celles proposées.

Dans l'attente du déploiement d'Île-de-France Insertion, il est proposé de soutenir, dans le cadre du présent rapport, l'association Vox Populi qui a proposé à la Région d'accompagner des jeunes en situation de vulnérabilité et des personnes sous-main de justice qui pourraient être recrutés par les entreprises partenaires de la Région. En effet, mi-juin, la Région Île-de-France signera des engagements « Egalité – Emploi » avec des grandes entreprises et des ETI s'impliquant pour l'insertion professionnelle des Franciliens.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à publier 1 offre de stage ou d'alternance sur le site « Trouver un stage en Ile-de-France ».

Localisation géographique :
🏠 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel pédagogique	250,00	0,40%
Frais déplacements	300,00	0,48%
Frais de séance de clôture	250,00	0,40%
Accompagnement des publics	61 700,00	98,72%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 500,00	20,00%
Région Ile de France	50 000,00	80,00%
Total	62 500,00	100,00%